

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 06/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TIRU**

20, quai de Seine  
93 584 Saint-Ouen-sur-Seine CEDEX  
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Références : /  
Code AIOT : 0006506453

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement TIRU implanté 22 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site TIRU Paprec de Saint-Ouen est un établissement prioritaire au titre de la note ministérielle du 26 novembre 2016, relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. A ce titre, il est inspecté à minima une fois par an.

Par ailleurs, les conditions hydrométéorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine. Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains. Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 27/06/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TIRU
- 22 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TIRU Paprec Energies (ex Dalkia Wastenergy, rachetée par Paprec en 2021), exploite à Saint-Ouen-sur-Seine un site mis en service en 1990. Les installations permettent l'incinération de déchets non dangereux issus de la collecte des ménages et la production de chaleur urbaine et d'électricité. Elles appartiennent au Sycatom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers.

Le site de Saint-Ouen-sur-Seine reçoit des déchets ménagers provenant majoritairement de Paris, de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine. 134 personnes sont employées sur le site. L'activité est certifiée ISO 9001, ISO 14 001 et OHSAS 18 001. L'installation est autorisée pour le traitement thermique de 650 000 t de déchets ménagers par an. En 2017, elle a incinéré 543 487 tonnes de déchets.

Grâce à ses 3 lignes de fours-chaudières d'une capacité d'incinération théorique de 28 tonnes/heure chacune, l'usine peut produire 210 tonnes de vapeur par heure. Cette vapeur est ensuite utilisée pour produire de l'électricité et pour alimenter des logements en chauffage.

L'établissement est situé à proximité de la Seine dans une zone industrielle en cours de restructuration dans le cadre de la ZAC des Docks qui concerne des terrains situés à l'est et à l'ouest du site. Le projet comprend notamment la création de 4 000 logements (logements libres et logements sociaux). Cette ZAC, dont une partie significative des logements est déjà occupée à ce jour, est de nature à profondément modifier l'environnement du site. L'établissement scolaire le plus proche est l'école maternelle et primaire Nelson Mandela à environ 400 m au sud.

L'établissement a été autorisé en 1990 après enquête publique. Depuis, sa réglementation a été actualisée et ses activités sont réglementées par l'arrêté n°05-0797 du 3 mars 2005, l'arrêté du 19 mai 2009, l'arrêté n°2010-05-81 du 9 mars 2010 et l'arrêté n°2012-0614 du 5 mars 2012. L'arrêté 2014-1993 du 31 juillet 2014 encadre quant à lui la mise en œuvre des garanties financières.

Le site est soumis à autorisation pour l'incinération de déchets non-dangereux (capacité 84 t/h, rubriques 2771 et 3520-a) ainsi que pour le traitement de déchets dangereux (traitement par neutralisation des lixiviats de mâchefers en quantité 200 m³/j, rubrique 2791-1). Il est également soumis à déclaration pour le stockage de carburant (147,8 t de FOD et GNR, rubrique 4734-1-c).

Le classement du site est en cours de mise à jour, suite au dépôt de plusieurs dossiers portant à la connaissance du préfet les projets de modification du site.

Le site est soumis à la directive 2010/75/EU dite IED relative aux émissions industrielles, avec pour rubrique principale la 3520-a, correspondant au BREF WI Incinération des déchets.

Le site n'est pas de statut Seveso.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle des équipements foudre
- transmission des résultats d'autosurveillance
- sécheresse
- documents d'information du public

Par ailleurs, le calendrier de travaux a également été évoqué au cours de la visite.

Les travaux menés sur site suivent leur cours. Le déménagement du bâtiment administratif est

prévu pour la fin 2023, avec la livraison des bâtiments Seine et Ardouin.

Les travaux sur le traitement des fumées sont terminés : les trois lignes sont en service avec un mode de traitement sec depuis 2022.

Sur le traitement des eaux résiduaires, le TER est en service pour ce qui concerne son premier étage. Le second étage de traitement devrait entrer en service au cours de l'année 2023.

Pour ce qui est de la fin des travaux d'intégration paysagère, le bâtiment à l'angle rue Ardouin/quai de Seine et la couverture du traitement des fumées sont prévus pour fin 2025.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations de protection contre la	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	foudre			
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Transmission des documents d'information	Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 47	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse	Code de l'environnement du 25/06/2021, article R211-21-1	/	Sans objet
4	Sécheresse	Lettre du 19/06/2023	/	Sans objet
7	Sécheresse	Lettre du 19/06/2023	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site TIRU Paprec est actuellement en phase de travaux et connaît des changements structurants. Une attention accrue doit être portée à la bonne maîtrise des risques, entre autres environnementaux, en cette période de transition.

Les travaux menés ont été pensés pour une utilisation plus rationnelle de la ressource en eau. Néanmoins, au vu des conditions hydrogéologiques connues en 2022 et 2023, et des sécheresses attendues dans les années à venir, une attention particulière doit être portée à la bonne prise en compte des mesures générales relatives à cette problématique, exprimées notamment dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2005.

En particulier, cet arrêté prévoyait une étude technico-économique justifiant des mesures mises à œuvre le cas échéant en période de crise. Cette étude n'a jamais été formellement remise, ni instruite. Au vu du contexte, il convient que l'exploitant reprenne cette démarche de formalisation de ses efforts de bonne gestion, permettant de définir un cadre prescriptif réaliste à lui appliquer en période de sécheresse.

Aussi, un document de synthèse reprenant la consommation, les usages et les rejets en eau de

l'exploitant, en différenciant bien les appoints condensats de l'utilisation industrielle, est attendu par l'inspection. Ce document pourra tirer le bilan de la consommation d'eau sur les dernières années d'exploitation, et proposer s'il en existe des mesures adéquates à mettre en œuvre en période de crise.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> Vérification des installations foudre réalisée le 19 décembre 2022 par l'Apave, le rapport a été présenté. L'exploitant indique que le nouvel onduleur ne doit pas faire l'objet de protection foudre, mais ce point doit être justifié par une mise à jour de l'ARF et de l'étude technique associée, pour pouvoir écarter cette non-conformité dans le rapport de contrôle 2023.  L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de vérification des installations foudre 2023, afin de suivre la levée de cette non-conformité, et le cas échéant la mise à jour de l'ARF et de l'ET du site à réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue la surveillance de ses rejets aqueux conformément aux prescriptions applicables. Néanmoins, la transmission des données associées via la plateforme GIDAF se fait dans un délai particulièrement long : à la date du présent rapport, aucun résultat n'a été validé sur la plateforme pour l'année 2023, et il manque encore les données d'octobre et novembre 2022. L'exploitant justifie cet état de fait par un long délai de relecture et de fiabilisation des résultats de mesure. Cependant, au jour de la signature de ce rapport, les derniers résultats de mesure transmis sur GIDAF datent de janvier 2024, avec aucun résultat transmis entre février et décembre 2023.  L'inspection demande à ce que l'exploitant contienne ses délais de transmission en transmettant les mesures dans les 2 mois suivant l'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 3 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/06/2021, article R211-21-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
<b>Constats :</b> L'exploitant prélève : - de l'eau de Seine, pour production d'eau brute. Cette eau est principalement utilisée pour appoint du circuit condensats de la CPCU, qui constitue l'exutoire de valorisation de la chaleur produite par les lignes d'incinération. L'eau brute est également utilisée pour l'extracteur à mâchefers et le refroidissement des condensats chaudières. - de l'eau de ville pour son usage sanitaire et courant, ainsi que pour le refroidissement adiabatique des rejets après le traitement TER.  Le prélèvement d'eau de Seine s'effectue dans un ouvrage CPCU.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 19/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau,

<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de compteurs lui permettant de suivre sa consommation d'eau, que ce soit sur le prélèvement Seine ou l'apport eau de ville.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2005
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau
<b>Constats :</b> L'exploitant ne met pas en œuvre de disposition spécifique de réduction des prélèvements d'eau en période de sécheresse. Les actions menées portent sur une amélioration du process pour éviter une consommation d'eau excessive, avec notamment : - le passage d'un traitement humide des fumées à un traitement sec ; - la récupération des eaux de toiture en bassin prévue dans le projet d'intégration paysagère en cours de réalisation. Un recyclage des condensats de fumées est également à l'étude.  L'étude technico-économique demandée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2005 n'a cependant jamais été formalisée.  L'inspection demande à ce que l'exploitant formalise dans un document une synthèse de son usage de l'eau, consommée et rejetée, en indiquant les mesures mises en place pour limiter sa consommation propre et en tirant le bilan de ces mesures sur les dernières années. Il pourra utilement être fait la distinction entre l'eau prélevée pour les appoints condensats, et l'eau spécifiquement utilisée pour le process.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

#### N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2005
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets
<b>Constats :</b> L'exploitant suit ses rejets de façon quotidienne. Le rejet est continu, vers le réseau. Il n'y a pas, pour l'heure, de renforcement de surveillance en période de sécheresse.  Le document de synthèse demandé au point précédent pourra étudier l'opportunité de préciser le suivi des rejets en période de crise sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 7 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 19/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
<b>Constats :</b> Par courrier du 19 juin 2023, l'inspection a transmis à l'exploitant la demande de transmission hebdomadaire de sa consommation d'eau en période d'alerte, lui indiquant les modalités de transmission via une plate-forme dédiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2005
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise
<b>Constats :</b> A ce jour, l'exploitant ne met pas en œuvre de dispositions spécifiques en période de crise sécheresse.  Le document de synthèse demandé précédemment pourra utilement intégrer, le cas échéant, les mesures envisagées par l'exploitant pour limiter son impact lors d'une telle période.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 9 : Transmission des documents d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2005, article 47
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport annuel d'activité comprend une synthèse des informations relatives au fonctionnement des installations (incidents, surveillance des rejets...) ainsi que plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée, le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrants, l'énergie sortie de chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le dossier d'information du public attendu pour l'année 2021 et l'année 2022.



L'inspection demande la transmission de ces documents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale